



FLASH INFOS

17 novembre 2011

Entretien Frédéric Oudéa du 15 novembre 2011 On s'y attendait... on n'a pas été déçu ! **SALAIRES = 0** **Emploi = plusieurs centaines de suppressions** chez SGCIB en France et plusieurs centaines à l'étranger.

On s'y attendait parce qu'après l'annonce des résultats du 3^{ème} trimestre, Société Générale ne pouvait pas faire mieux que BNP PARIBAS tant en terme de **salaires** que de **suppressions d'emplois**.

On s'y attendait parce qu'après avoir annoncé le gel des dividendes pour les actionnaires, comment le Conseil de Société Générale aurait-il justifié une augmentation générale pour les salariés quand ces mêmes actionnaires fustigent à longueur d'Assemblée Générale « **ces salariés nantis** » de la Société Générale !

F. Oudéa pense que nous sommes entrés dans **un monde nouveau** : nous n'y croyons pas. Si ce nouveau monde était celui de la justice et de l'équité, nous en sommes loin : **les riches sont toujours plus riches, les pauvres toujours plus pauvres et les actionnaires ont toujours les mêmes intérêts**.

S'il pense à **un monde nouveau** où les marchés ne sont plus les seuls décideurs ? Ce n'est pas le cas non plus puisque toutes les décisions d'austérité prises par les états et les grandes entreprises comme Société Générale le sont sous **la pression des agences de notations** et donc des marchés.

Pourtant, Société Générale ne va pas si mal que cela puisque F. Oudéa se fait fort de **renforcer les fonds propres sans aide de l'état**, au prix de **mesures drastiques imposées aux salariés dans les 6 mois à venir**.

Société Générale va poursuivre une gestion très stricte de son capital et de ces activités de marchés notamment celles en dollars, le processus de cession d'activités concernera **GIMS** et **DSFS**.

Une gestion rigoureuse des frais généraux et des budgets de fonctionnement va s'accélérer.

La politique de rémunération va être « **maîtrisée** » :

- 1) N.A.O. : **pas d'augmentation collective en 2012** outre le 1 % prévu par l'accord salarial de début 2011. F. Oudéa ne nous a pas caché qu'**il s'était même interrogé sur le maintien de cette augmentation** ou pas !!!
- 2) L'effort sera partagé : **forte baisse de la part variable chez SGCIB** et **pas d'augmentation pour les plus hauts salaires du groupe**. Encore faudra-t-il être **plus transparent** sur les rémunérations de SGCIB (bonus et salaires) et sur ceux des dirigeants.

En termes d'emplois, plusieurs centaines d'emplois en France et plusieurs centaines à l'étranger seront supprimés. Pour ce faire, un **P.S.E. (plan de sauvegarde de l'emploi)** sera mis en place en France : les départs volontaires seront privilégiés tout en favorisant les reclassements internes pour éviter les licenciements secs.

Les efforts que l'entreprise devra fournir se feront avec le meilleur équilibre possible et un maximum de solidarité : comme on aimerait y croire !

FO ne peut en aucun cas cautionner **l'absence totale d'augmentation de salaire**. Les salariés de la S.G. ont dû faire des efforts permanents ces dernières années et subissent déjà la crise. **Ils vont être touchés par les mesures d'austérité** prises par le gouvernement français pour satisfaire les agences de notations. Ils se trouveront tous **en perte de pouvoir d'achat** ce qui ne favorisera pas la reprise de la croissance. Aussi, pour **FO**, la direction **doit s'engager à maintenir une politique de révision individuelle des salaires** à la hauteur des années précédentes si elle ne veut pas courir le risque de voir les salariés totalement découragés par **l'absence de reconnaissance sonnante et trébuchante**.

Nous avons fait remarquer que même pendant les années fastes, **il n'y avait pas eu d'augmentation pérenne** alors qu'au même moment, **le dividende progressé chaque année de plus de 3 % en moyenne sur 10 ans**, sans parler des rémunérations des dirigeants (cf. notre flash inFO du 28/10/2011).

Sur l'emploi, si **FO** ne peut accepter les suppressions d'emplois annoncées, elle négociera les conditions de reclassements internes des salariés concernés au niveau du groupe plutôt que de voir se multiplier, comme c'est le cas aujourd'hui chez S.G.C.I.B., **des licenciements individuels pour insuffisance professionnelle**.

Sur ce dernier point, F. Oudéa et Anne Marion-Bouchacourt ont précisé qu'il ne s'agissait que de licenciements individuels dus à l'obligation de performance dans ce secteur : **point de vue que nous ne partageons pas** bien entendu.

Quant à inclure ces licenciements dans un plan de sauvegarde, on aura compris qu'il n'en était pas question.

Le nombre d'emploi supprimé n'est pas encore déterminé : la direction concernée est SGCIB.

Le P.S.E. devrait concerner les services centraux.

Les négociations débiteront la semaine prochaine au rythme de deux réunions par semaines. Toutes les autres négociations en suspend sont reportées au mois de janvier 2012, sauf la **N.A.O. (négociation annuelle obligatoire sur les salaires et le temps de travail)** et **l'égalité professionnelle**. Dans ces deux derniers cas, on sait déjà que l'on pourrait ne pas aller très loin d'autant plus que la loi n'impose **aucune obligation de conclusion d'accord**.